



PIERRE MONTAGNON
LA GUERRE D'ALGÉRIE

Genèse et engrenage d'une tragédie (1954-1962)



L'AFFAIRE SI SALAH

Le F.L.N. a riposté à l'Algérie française du 13 mai par son gouvernement provisoire de la République algérienne. Cette façade ne dissimule qu'à demi les difficultés de la rébellion frappée de toutes parts. 1959, les premiers mois de 1960, sont pour elle des temps très sombres. Les barrages verrouillent les frontières. Le plan Challe détruit l'outil militaire intérieur. Les combattants des maquis, par contrecoup, s'en prennent à une direction bien incapable de les soutenir. Coupées d'un pouvoir qui ne peut se manifester, les wilayas deviennent des fiefs indépendants, réagissant au mieux des besoins et des situations. Chaque jour accentue le fossé entre intérieur et extérieur. Le second ignore ou feint d'ignorer les réalités cruelles des djebels. Avec un autre que de Gaulle en charge des affaires de la France, le combat de la résistance algérienne dans l'intérieur du pays eût changé d'âme en 1960. On le verra avec les affaires Si Salah et Mohand Ould-El-Hadj.

Les pays frères – Maroc et Tunisie – prennent du recul. Ils sont sensibles à l'image internationale du personnage de Gaulle. Il leur devient plus délicat de flétrir le colonialisme français. Ils trouvent aussi leur compte à certains rapprochements avec la France. L'évacuation du pétrole saharien par Edjelé n'est pas un mauvais placement pour une Tunisie sans grandes ressources. Les incartades et les libertés que s'octroient les djoundi algériens sur des territoires nationaux irritent des dirigeants comme Habib Bourguiba. Celui-ci n'hésite pas à rappeler sévèrement à l'ordre ses encombrants amis.

Plus que tout, la direction du F.L.N. est le champ clos d'ambitions et de rivalités personnelles. Trois hommes, unis contre les politiques, se disputent l'armée et par là même le pouvoir : Krim, Bentobbal et Boussouf. Krim Belkacem est le seul rescapé des « six » de 1954. Ses deux compagnons et

rivaux ont surgi de la guerre. Le moins que l'on puisse dire est que la confiance ne règne pas entre eux. A tout instant tout peut éclater.

« C'est l'époque où chacun gardait sa mitrailleuse sous son paletot », rapportera Kaïd Ahmed, mieux connu sous le nom de commandant Slimane¹.

En 1958, en vue de structurer ce qui doit devenir l'embryon d'une armée, deux hommes, regardés comme des militaires purs, ont été nommés à la direction des bases extérieures : Houari Boumediene à celle de l'ouest, Mohamedi Saïd à celle de l'est. Boussouf estime ainsi disposer d'un féal bien à lui en intronisant Boumediene au Maroc. Déjà, il lui avait confié à son départ sa wilaya V d'Oranie. Il ne soupçonne pas encore que, derrière le visage émacié du loup du Constantinois et ses qualités de rigueur, se cache une autre ambition².

De l'autre bord, il y a un Kabyle, un ancien de Krim et qui paraît fidèle à son chef : Mohamedi Saïd³. Les deux antagonistes sont ainsi en droit de s'estimer militairement couverts. Il y a du vrai car ces mainmises sur l'A.L.N. aussi bien au Maroc qu'en Tunisie leur permettent de briser les complots.

Cela est d'autant plus vrai que l'A.L.N. des frontières représente maintenant une force : 15 000 hommes en Tunisie, 8 000 au Maroc. A défaut de se préparer à des actions de guérilla sur le sol algérien – pour lesquelles les volontaires, en raison du barrage, sont de moins en moins nombreux – elle se transforme peu à peu en armée régulière dotée d'une logistique et d'un armement conventionnels. Par contrecoup, les officiers supérieurs, ayant en main cet instrument, deviennent des partenaires redoutables.

En janvier 1960, le conflit des chefs, arbitré pour une large part par les colonels de l'A.L.N., débouche sur la formation d'un nouveau G.P.R.A., qui restera en place jusqu'en août 1961. Krim ne sort pas gagnant. Il perd la guerre pour les affaires extérieures. Cette promotion dans la diplomatie le coupe du bras séculier que représente l'A.L.N. En revanche, ses rivaux se placent. Boussouf reçoit l'armement et les liaisons générales. Bentobbal garde l'intérieur. Ainsi les deux « B » gardent-ils sous leur coupe la résistance en Algérie et les moyens de communication. Abbas, par sa souplesse, son sens de la négociation et sa position un peu au-dessus de la mêlée, préserve sa place de président. Le poste est plus honorifique que réel et Boussouf et Bentobbal sont en mesure d'imposer leur loi. Derrière eux,

les officiers des frontières, qui ont aussi œuvré pour eux-mêmes, entrent en force au C.N.R.A. également remanié : Ali Mendjli, Kaïd Ahmed, Ali Souari, Amar Rejai, Tahar Zbiri, Ahmed Bencherif.

Pour le F.L.N. c'est un grand tournant. Une nouvelle génération vraiment forgée par la guerre accède à sa tête. Les historiques, comme Krim, perdent leur influence. Des anciens, militaires comme Chérif Mahmoud, politiques comme Lamine Debaghine ou Tewfik El-Madani, sont même littéralement évincés. Désormais, les chefs sont les officiers de l'A.L.N., surtout ceux des bases extérieures. Ceci ne signifie pas que leur autorité soit pleinement acceptée.

En Oranie, le capitaine Zoubir se révolte ouvertement contre la direction générale extérieure de sa wilaya – la V – qui ne lui semble guère se soucier de son approvisionnement en armes. Il entre en sédition ouverte et pénètre au Maroc avec les siens. Son mouvement se termine devant un tribunal présidé par Boumediene. Zoubir, condamné à mort, est exécuté. Boumediene apparaît de plus en plus comme le grand justicier. En mars 1959, il a déjà décapité une insurrection venue de l'Aurès et fomentée contre Krim Belkacem et Chérif Mahmoud. Les colonels Amouri, Nouaoura, les commandants Aouéchria, Mostefa Lakhal ont été exécutés tandis que de nombreux officiers étaient torturés et emprisonnés.

L'alerte, il est vrai, avait été chaude. Le G.P.R.A., victime désignée de la vindicte des maquis, avait dû faire appel à l'armée tunisienne pour mater ses révoltés.

La crise qui couve entre direction extérieure et combattants de l'intérieur prend une autre dimension avec ce que l'Histoire désigne maintenant sous le nom d'affaire Si Salah.

Au printemps de 1960, Zamoum Mohamed, dit Si Salah, commande par intérim depuis près d'un an la wilaya IV, la wilaya de l'Algérois. Celle-ci s'étend de Molière, dans l'Ouarsenis, à Bordj-Menaïel, aux portes de la Kabylie. Elle englobe la Mitidja et Alger et, à ce titre, est une des plus importantes d'Algérie. Aujourd'hui commandant de l'A.L.N., Si Salah est un ancien du M.T.L.D. et a fait partie des premiers groupes du F.L.N. en Kabylie. C'est donc un vieux et vrai maquisard connu pour son courage et sa droiture.

Sa wilaya termine le terrible hiver 1959-1960 cruellement éprouvée. Elle a subi elle aussi les rigueurs du plan Challe. Le doute a saisi les combattants, même les plus valeureux. Nombre de leurs compagnons ont

été tués. Certains ont déposé les armes. Les survivants, traqués par l'armée française, ignorant dans leurs repères le destin que de Gaulle réserve à l'Algérie algérienne, n'ont plus guère de raison d'espérer. Leur angoisse, leur colère se reportent contre les chefs qui dans la quiétude tunisienne ne font rien pour soulager leur détresse.

Le 15 avril, Si Salah adresse un message chiffré au G.P.R.A.⁴.

« Puisqu'il semble définitivement établi que nous n'entreprendrons entre nous qu'un langage de sourds, nous nous permettons de vous envoyer ce dernier message... Vous avez interrompu radicalement tout acheminement de compagnies et de matériel de guerre depuis 1958... La wilaya I n'a pas de chef, la wilaya III également. Vous n'avez rien fait pour soulager cette dernière. La wilaya I et la wilaya V se pacifient et se constituent en autodéfense sous allure inquiétante... L'Algérie, devenue vaste champ de bataille, se caractérise : wilaya IV du moins, par les regroupements de toute situation. Vous avez de tout temps méconnu la situation du peuple et de l'A.L.N. Vous êtes enlisés dans la bureaucratie. Ne pouvons plus en aucune manière assister les bras croisés à l'anéantissement progressif de notre chère A.L.N. »

Si Salah n'est pas un lettré mais son message reflète bien la situation : arrêt des renforts de toute nature, extension de la pacification française, vindicte contre les gouvernants. Le commandement français est bien renseigné sur l'état d'esprit qui règne en wilaya IV. Non seulement tous les radiogrammes algériens sont interceptés et décryptés, mais encore le 2^e bureau a des indicateurs solides et des agents influents qui contribuent à distiller et accentuer le désarroi.

Des contacts sont pris dès mars 1960, alors que Challe est encore commandant en chef. Les préliminaires sont assez longs. Les chefs rebelles veulent s'assurer de l'unanimité de leurs troupes et leurs communications sont difficiles. Pour les Français, un grand espoir s'est levé ; l'heure de la paix des braves annoncée par de Gaulle n'a-t-elle pas sonné ? Ils ne cachent pas aux Algériens qu'un ralliement négocié pourrait être une solution honorable à un conflit présentement sans issue.

Preuve de l'intérêt apporté à l'affaire, des émissaires français sont désignés au plus haut. Bernard Tricot est celui de l'Elysée, le colonel Mathon, celui de Matignon. Le président de la République, son Premier ministre sont parfaitement informés de ce qui se trame à la préfecture de Médéa ou au mess des officiers du secteur de Damiette.

Peu à peu, les Algériens trouvent leur compte à l'avenir qui se dessine devant eux : une Algérie nouvelle, autonome dans le cadre de la France.

« Les maquisards, dira Si Salah, voient bien naître sous leurs yeux, sous l'aiguillon de la rébellion et aussi sous l'impulsion de l'armée, une Algérie où les Français conserveront leur place, mais ni les Borgeaud ni les Laquière. »

Sur ce dernier point, les militaires français sont plus que d'accord. Le gros colonat profiteur est à leurs yeux l'ennemi plus encore que le F.L.N. N'est-il pas en majeure partie responsable de bien des maux ?

Dès fin mai, des points d'accord sont acquis :

– les rebelles déposeront leurs armes dans les gendarmeries pour gardiennage ;

– les terroristes coupables de crimes de sang seront placés sous surveillance ou évacués en métropole jusqu'à l'arrêt complet des hostilités ;

– une amnistie générale ne pourra intervenir que dans le cadre du cessez-le-feu général. Les prisonniers non dangereux pourront néanmoins sans plus attendre recouvrer la liberté.

L'affaire s'est même élargie. Selon Si Salah, le Sahara, une partie de l'Oranie et même la Kabylie sont prêts à basculer. Même la Kabylie ! La Kabylie, un des bastions de la rébellion ! Est-ce possible ?

La Kabylie elle aussi souffre. Son chef, le colonel Mohand Ould-El-Hadj, le sait mieux que personne.

C'est un vieux soldat respecté, aux traits burinés et aux tempes blanchies. Il sait la partie militairement perdue et il est soucieux du sang de ses hommes. Il a aussi son fils prisonnier des Français depuis quelque temps. Son cœur de père est tout autant tourmenté que son cœur de chef. Il souhaite donc la paix, une paix honorable, juste rançon de leur dur et long combat. Il n'ignore rien des pourparlers de ses camarades de la wilaya IV. Il les couvre avec discrétion, ne désirant pas s'engager avec trop d'évidence dans un premier temps. Mais il est partie prenante au nom de la Grande-Kabylie à ce qui se trame.

Pressentant l'importance de ce qui peut se réaliser, Bernard Tricot, l'émissaire élyséen, envisage et obtient l'intervention personnelle du chef de l'Etat. Pourquoi de Gaulle accepte-t-il de s'engager personnellement dans le processus amorcé ? La suite des événements apportera réponse à cette question.

Le 9 juin, un bimoteur *S.O.-Bretagne* décolle d'Algérie pour la France. A son bord, le commandant Si Salah et ses adjoints, les commandants Si Mohamed et Lakhdar. Ils partent pour négocier directement avec la plus haute autorité française. Le 10 au soir, de Gaulle, en tenue, reçoit les Algériens. Il sait saluer ces combattants venus demander l'application de la paix des braves qu'il a lui-même proposée. Il leur confirme ses intentions et engage ses interlocuteurs à rallier l'armée française et à déposer leurs armes. Dès le lendemain Si Salah et les siens regagnent leurs montagnes. Dans quelques jours celles-ci peuvent retrouver leur calme.

De Gaulle sait maintenant parfaitement quel avenir se forge à son insu. Il a saisi l'ampleur du mouvement. Il sait aussi que trois de ses ministres : Bouloche, Robert Buron et surtout Edmond Michelet entretiennent des relations suivies avec le F.L.N. Il sait que le dernier nommé, Edmond Michelet, est le correspondant régulier de Krim Belkacem. De Gaulle, l'homme du secret, lève pour une fois le voile à son ministre.

Les transmissions vont vite entre Tunis et Paris et le ministre des Affaires extérieures du G.P.R.A., Krim Belkacem, connaît l'identité des visiteurs reçus par le président de la République française et quel était le but de leur visite nocturne. Le G.P.R.A., premier perdant si la manœuvre envisagée se réalise, sait à quoi s'en tenir.

Les faits vont vite, très vite. Le 14, quatre jours après avoir reçu Si Salah, de Gaulle s'adresse au G.P.R.A. Son invite aux dirigeants de l'insurrection est pressante⁵ et il ne craint pas d'évoquer l'Algérie algérienne.

Tunis a compris d'autant mieux qu'il n'ignore rien. Les indiscretions des ministres gaullistes lui permettent de lire à livre ouvert. Il réagit sur deux fronts. Oui, à de Gaulle ! Non à Si Salah ! Le 25 juin, la délégation du F.L.N. arrive à Orly, avec, à sa tête, deux membres du C.N.R.A., Mohamed Benyahia et Ahmed Boumendjel⁶. Les pourparlers se déroulent à la préfecture de Melun isolée pour l'occasion.

Les deux négociateurs français, Roger Morris, secrétaire de l'Elysée pour les affaires algériennes, et le colonel Mathon exigent un cessez-le-feu préalable à toute discussion plus approfondie. Les émissaires du F.L.N. revendiquent une reconnaissance de la nationalité algérienne. Dans l'état actuel des positions, l'accord ne peut se faire. Le 29 juin, les Algériens regagnent Tunis sur un apparent constat d'échec. La guerre d'Algérie paraît dans l'impasse une fois de plus.

En fait il n'en est rien. De Gaulle et le G.P.R.A. ont, en dépit des apparences, marqué des points. Le premier a progressé dans sa marche vers l'indépendance. L'idée de négociations avec le F.L.N., inconcevable deux ans plus tôt, a pris corps et réalité. Plus encore, de Gaulle, par ses réactions rapides, a tué dans l'œuf la paix séparée que lui apportaient Si Salah et les militaires français. Le G.P.R.A., quant à lui, fait coup double. Il est désormais officiellement reconnu par la France. Il y gagne en prestige international et en audience dans la population musulmane d'Algérie, que la rencontre de Melun dérouté ou conforte un peu plus dans sa conviction nationaliste. Il peut enfin et surtout réagir contre la wilaya IV.

L'appel du 14 juin a jeté le désarroi chez Si Salah et ses compagnons. Les négociations de Melun les désorientent encore plus. Leurs interlocuteurs français sont-ils sincères ? Ils doutent. Ils ne doutent pas longtemps. Le G.P.R.A. a dépêché dans l'Algérois l'un de ses plus rigoureux procureurs, le capitaine Ben-Chérif.

Ahmed Ben-Chérif n'est pas un tendre. En 1957, aspirant au 1^{er} R.T.A., il déserte, entraînant une partie de sa compagnie après avoir liquidé ceux qui n'étaient pas d'accord pour le suivre. Il combat en wilaya IV avant de rejoindre la Tunisie. Commandant du camp de Den-Den, où sont internés les adversaires du G.P.R.A., il se signale par sa brutalité. Le voici à nouveau en Algérie, revenu chez lui grâce sans doute à des complicités officielles françaises⁷. Il retourne le commandant Si Mohamed, l'un des passagers du *S.O.-Bretagne* et très certainement le moins engagé sur la voie choisie par Si Salah. Commence alors une purge « à la Amirouche ». Haline, Abdellatif, Lakhdar, un autre passager du *S.O.-Bretagne*, sont assassinés. Si Salah est épargné. Mohand Ould-El-Hadj de même. Ces deux chefs ont trop de prestige. L'affaire Azzedine se renouvelle⁸.

Si Salah ne sera tué que plus tard et encore par les troupes françaises. Le 20 juillet 1961, se rendant semble-t-il en Tunisie, il tombe dans une embuscade tendue par les cuirassiers de Maillot en bordure de la Soummam. Si Mohamed trouvera une fin plus curieuse. Le 8 août 1961, il est cerné dans une maison de Blida. Un commando du 11^e choc, dépêché sur ordre exprès venu de très haut – Ailleret est alors commandant en chef – ne lui laisse aucune chance. Tout a été mis en œuvre pour éliminer définitivement le dernier témoin de l'entrevue de De Gaulle et des chefs de la wilaya IV.

Le colonel Mohand Ould-El-Hadj survivra, ralliant avec opportunité le camp du vainqueur. Non seulement il gardera la direction de la wilaya III, mais, après l'indépendance, deviendra membre du bureau politique du F.L.N. Il est vrai qu'il représente une force : le noyau kabyle. Mohand Ould-El-Hadj mourra en France, en 1972, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, bénéficiant, lui, l'ancien adversaire de la France, d'une hospitalisation à laquelle ne pourront prétendre les anciens soldats de l'armée française devenus des « ex », après le 22 avril 1961, comme par exemple les généraux Challe et Zeller.

L'affaire Si Salah – l'opération Tiltsit⁹ – s'est terminée, par une fin de non-recevoir et un bain de sang. Elle est restée discrète. Seuls quelques initiés n'ignorent rien. Challe est de ceux-là. Il a quitté l'Algérie en avril 1960 alors que les premiers contacts se nouaient. Certains de ses anciens subordonnés – dont le colonel Jacquin, un des hommes-clés de cette affaire par sa position à la tête du B.E.L., le bureau d'études et de liaison – n'ont pas manqué de lui rendre compte de l'évolution des diverses rencontres. Pour Challe, qui longtemps a cru en de Gaulle, le sort réservé à l'entreprise de Si Salah est une cruelle désillusion.

Ainsi, de Gaulle ne veut pas de la « paix des braves ». Cette constatation précipitera la décision de révolte de l'ancien commandant en chef.

Vingt ans après, l'Histoire voit plus clair. Avec le ralliement de Si Salah, et, il ne faut pas l'oublier, de Mohand Ould-El-Hadj, un pan énorme de la rébellion s'effondre. Plus de la moitié de l'Algérie bascule. Certes, la paix définitive n'est pas obtenue pour autant. Il reste l'Est Constantinois, bien affaibli mais encore vivant, et les bases de l'est et de l'ouest isolées mais intactes. Du moins, pour négocier, la France se trouve-t-elle en position de force. Les ralliés des wilayas sont, au fond, des vaincus, même s'il convient de les traiter en soldats. Le F.L.N., quant à lui, est encore plus affaibli. Les négociations, obligatoires, avec lui, le jour où elles se produiront, le trouveront moins crédible et par là même moins exigeant.

Tout cela, de Gaulle l'a vu et n'en veut pas. Si Salah et ses compagnons, accueillis en adversaires chevaleresques mais désarmés, les tenants de l'Algérie française marquent un point. Sa route, sur le chemin qui doit le débarrasser du fardeau algérien, est entravée. Deux ans déjà qu'il est au pouvoir, il est de plus en plus pressé d'en finir pour vaquer ailleurs. L'affaire Si Salah lui allonge les étapes et en rend l'issue incertaine. Tout s'explique. Rencontrant Si Salah, il jauge parfaitement la situation. Par les révélations –

d'aucuns disent les trahisons – de Michelet, il alerte le G.P.R.A. et lui force la main. La tentative de Si Salah est désamorcée avant même de finir dans le sang.

Faute de cette paix voulue par Algériens et Français, les combattants des deux bords continuent à s'entre-tuer dans les wilayas IV et III. Le F.L.N. apparaît comme le seul interlocuteur valable et possible, alors qu'il n'en manquait point d'autres. Avec ceux-là, les intérêts de la France et de ceux qui lui avaient fait confiance auraient sans doute, parce qu'ils étaient demandeurs et en position de faiblesse, mieux trouvé leur compte. L'affaire Si Salah, une grande occasion, volontairement sabotée, pour apporter une paix française à la guerre d'Algérie¹⁰.

¹ Destin exemplaire de l'éclatement de l'Algérie d'autrefois que celui de ce jeune Algérien élevé comme leur fils par des instituteurs européens de Tiaret, qui l'éduqueront et en feront un enseignant comme eux. L'enfant, devenu grand, abandonnera sa famille adoptive pour rallier le F.L.N. en 1955 et y jouer un rôle militaire important. Son compagnon d'enfance, le vrai fils de ses tuteurs, capitaine dans les parachutistes de la légion étrangère, sera dans l'autre camp, l'un des ultimes défenseurs de l'Algérie française dans les rangs de l'O.A.S. après avoir connu sept ans de djebels et de combats.

² Mohamed Boukhahoura, dit Houari Boumediene, serait né en 1925 à Héliopolis, petit village de colonisation au nord de Guelma sur la route de Bône. Etudes islamiques à Constantine, Tunis puis Le Caire, d'où il rejoint le F.L.N. En février 1955, il gagne l'Oranie, devient l'adjoint, puis le successeur de Boussouf. Son nom de guerre, Boumediene, provient de deux saints de l'Islam, dont Bou-Medin, le marabout vénéré de Tlemcen. Partout sur son passage Houari Boumediene laisse le souvenir d'un chef austère et efficace.

³ Mohamedi Saïd a servi, sur le front russe, dans l'armée allemande. Au maquis, il portait souvent le casque de la Wehrmacht en souvenir de cette époque de sa vie.

⁴ Les commandants de wilaya disposent en principe d'un émetteur-récepteur pour les liaisons avec l'extérieur. Celui du colonel Lofti, commandant de la wilaya V, tombé entre les mains des Français, servira aux services de renseignement d'Alger pour monter de fructueuses embuscades contre l'A.L.N.

⁵ « Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver une fin honorable aux combats qui se traînent encore. »

⁶ M^e Ahmed Boumendjel est le frère d'une des victimes notoires de la bataille d'Alger.

⁷ Cette collusion de certains services français sera démontrée lorsque Ben-Chérif, quelques semaines plus tard, sera arrêté par l'armée française sur le terrain. Ses antécédents le condamnent à la peine de mort. Alors que son exécution est prévue pour le lendemain, un oukase parisien l'arrache à la justice militaire et l'expédie en France y attendre la fin de la guerre. Le colonel Ben-Chérif deviendra par la suite commandant de la gendarmerie algérienne.

⁸ Le commandant Azzedine, fait prisonnier par la 10^e D.P., avait servi durant un temps d'intermédiaire au profit des Français et en avait finalement profité pour reprendre sa liberté. Un chef d'un tel prestige ne pouvait avoir failli et le G.P.R.A. avait ordonné de tourner la page pour sauver les apparences.

9 Les militaires français ont le goût des réminiscences historiques. Tilsit fut, on le sait, en 1807, le lieu de rencontre entre l'Empereur et le Tsar pour négocier la paix. Il fut aussi le théâtre de la trahison de Talleyrand...

10 Lors du procès des généraux Challe et Zeller, en mai 1961, l'affaire Si Salah est évoquée assez brièvement. Maurice Challe, dans sa déposition préliminaire, insiste sur la victoire des armes dont la tentative de Si Salah témoigne. Ses avocats n'en parlent pratiquement pas. Les témoins qui pourraient apporter des précisions, comme le général Jacquin, ne sont pas cités. Le procureur général Besson ne l'ignore pas mais n'y fait pas référence ouvertement. Elle n'en est pas moins à ses yeux un des éléments essentiels de circonstances atténuantes. Aussi, écartera-t-il la peine de mort. Sur le fond et en coulisse, ce dossier explosif, à peine entr'ouvert d'un commun accord entre défense et accusation, servira les accusés. Leur procès, toutefois, ne sera pas une tribune permettant de révéler les dessous d'une affaire qui restera mystérieuse et mal connue pour le grand public.